ARRÊTÉ N° A-Fu-ME-2021-166

Relatif au règlement intérieur des cimetières de la commune de Montrevault-sur-Èvre

Le Maire de la Commune de Montrevault-sur-Èvre,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-7 à L2213-15. L2223-1 à L2223-51 ainsi que R2213-1 à R2213-50 et R2223-1 à R2223-137;

VU le Code civil et notamment les articles 78 à 92;

VU le Code pénal et notamment les articles 225-17 et 225-18-1 ainsi que R610-5 ;

VU le Code de l'environnement et notamment l'article L541-2 ;

VU la délibération du conseil municipal fixant les tarifs et durées des concessions des cimetières ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'instaurer un règlement intérieur des cimetières garantissant sécurité, bon ordre et salubrité publique ;

ARRÊTE :

Titre I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
ARTICLE I-1 Localisation des cimetières.....	3
ARTICLE I-2 Horaires d'ouverture.....	3
ARTICLE I-3 Conservation.....	3
Titre II - POLICE INTÉRIEURE	3
ARTICLE II-1 Respect des lieux.....	4
ARTICLE II-2 Interdiction d'entrer.....	4
ARTICLE II-3 Circulation des deux roues.....	4
ARTICLE II- 4 Réunions.....	4
ARTICLE II-5 Offres diverses aux visiteurs.....	4
ARTICLE II-6 Circulation véhicules.....	4
ARTICLE II-7 Accès véhicules et travaux.....	4
Titre III - LES TERRAINS COMMUNS (terrain communal)	4
ARTICLE III-1 Délai de rotation.....	4
Titre IV - LES TERRAINS CONCÉDÉS	4
ARTICLE IV-1 Droits à concession.....	4
ARTICLE IV-2 Types de concessions.....	5
ARTICLE IV-3 Délivrance et renouvellement des concessions.....	5
ARTICLE IV-4 Emplacement des concessions.....	5
ARTICLE IV-5 Nature des concessions.....	5
ARTICLE IV-6 Modification des concessions.....	5
ARTICLE IV-7 Différends familiaux.....	5
ARTICLE IV-8 Conversion des concessions.....	5
ARTICLE IV-9 Rétrocession des concessions.....	5
Titre V - INHUMATIONS	6
ARTICLE V-1 Droits à sépulture.....	6
ARTICLE V-2 Fermeture du cercueil.....	6
ARTICLE V-3 Délais pour inhumer.....	6
ARTICLE V-4 Identification des cercueils.....	6
ARTICLE V-5 Horaires des convois.....	6
ARTICLE V-6 Registres d'inhumations.....	6
ARTICLE V-7 Ouverture des extensions.....	6
Dispositions particulières relatives aux inhumations en terrain commun (terrain communal).....	7
ARTICLE V-8 Espaces inter tombes.....	7
ARTICLE V-9 Dimensions des fosses.....	7
ARTICLE V-10 Nombre de cercueils par emplacement.....	7
ARTICLE V-11 Dalle et pierre tombale.....	7
Dispositions relatives aux inhumations de cercueils en terrains concédés.....	7
ARTICLE V-12 Espaces inter tombes.....	7
ARTICLE V-13 Autorisation d'inhumer.....	7
ARTICLE V-14 Profondeur des fosses.....	7
ARTICLE V-15 Délais et ouverture des tombes.....	7
Dispositions relatives aux inhumations de cercueils en caveau provisoire.....	7
ARTICLE V-16 Condition d'inhumation en caveau provisoire.....	7

ARTICLE V-17 Autorisation d'inhumation en caveau provisoire.....	7
ARTICLE V-18 Durée d'inhumation en caveau provisoire.....	8
ARTICLE V-19 Fin d'inhumation en caveau provisoire.....	8
Dispositions relatives aux inhumations et dépôts d'urnes cinéraires.....	8
ARTICLE V-20 Destination des urnes cinéraires dans les cimetières.....	8
ARTICLE V-21 Responsabilité urnes scellées sur les monuments.....	8
ARTICLE V-22 Conditions d'inhumation d'urnes en pleine terre.....	8
ARTICLE V-23 Délais et ouverture des tombes cinéraires.....	8
ARTICLE V-24 Plaques de fermeture des cases.....	8
ARTICLE V-25 Ornementation.....	8
Dispositions relatives à la dispersion des cendres.....	9
ARTICLE V-26 Autorisations de disperser les cendres des défunts.....	9
Titre VI - EXHUMATIONS.....	9
Dispositions relatives aux exhumations de cercueils.....	9
ARTICLE VI-1 Catégories d'exhumations.....	9
ARTICLE VI-2 Réductions ou réunions de corps.....	9
ARTICLE VI-3 Exhumations à la demande des familles.....	9
ARTICLE VI-4 Délais pour demander une exhumation.....	9
ARTICLE VI-5 Délais pour demander réduction ou réunion de corps.....	9
ARTICLE VI-6 Exceptions aux délais.....	9
ARTICLE VI-7 Conditions (Hygiène-Sécurité-Respect).....	9
ARTICLE VI-8 Infections transmissibles.....	10
ARTICLE VI-9 Opérations d'exhumations.....	10
ARTICLE VI-10 Désinfection lors des exhumations.....	10
ARTICLE VI-11 Présence de prothèses à piles.....	10
Dispositions relatives aux exhumations d'urnes.....	10
ARTICLE VI-12 Demande d'exhumation d'urne.....	10
ARTICLE VI-13 Présence aux exhumations d'urnes.....	10
ARTICLE VI-14 Remise de l'urne à la famille.....	10
Titre VII- REPRISE DES EMPLACEMENTS.....	10
Reprise des emplacements en terrain commun.....	10
ARTICLE VII-1 Procédure de reprise des terrains communs.....	10
Reprise des emplacements concédés.....	11
ARTICLE VII-2 Procédure de reprise des emplacements concédés.....	11
Reprise des concessions perpétuelles centenaires ou cinquantenaires en état d'abandon.....	11
ARTICLE VII-3 Les concessions perpétuelles, centenaires ou cinquantenaires en état d'abandon.....	11
Conséquences de la reprise des terrains communs et des concessions.....	11
Conséquences de la reprise des sépultures cinéraires.....	11
Titre VIII - POLICE DES TRAVAUX.....	12
Dispositions générales.....	12
ARTICLE VIII-1 Déclaration préalable à l'exécution des travaux.....	12
ARTICLE VIII-2 Creusement et comblement des fosses.....	12
ARTICLE VIII-3 Gravures.....	12
ARTICLE VIII- 4 Construction de caveaux et pose de monuments.....	12
Les caveaux.....	12
Les monuments.....	12
ARTICLE VIII-5 Espace inter tombes.....	13
ARTICLE VIII-6 Plantations sur les terrains concédés.....	13
ARTICLE VIII-7 Règles particulières pour les travaux sur place.....	13
ARTICLE VIII-8 Terres de fouilles et matériaux.....	13
ARTICLE VIII-9 Sécurité des fosses.....	13
ARTICLE VIII-10 Surveillance des travaux.....	13
ARTICLE VIII-11 Périodes de travaux (Rameaux, Toussaint).....	13
ARTICLE VIII-12 Entretien des espaces concédés et des constructions.....	13
ARTICLE VIII-13 Fin de chantier.....	14
ARTICLE VIII-14 Respect des tombes, voiries et arbres lors des travaux.....	14
ARTICLE VIII-15 Retrait de monuments et objets.....	14
ARTICLE VIII-16 Respect du règlement/exécution.....	14
Règles communes pour tout type de travaux dans les cimetières.....	1
Prescriptions spéciales pour chaque cimetière (fiche technique des équipements).....	2 à 27

Titre I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE I-1 Localisation des cimetières

La Commune de Montrevault-Sur-Èvre dispose de quatorze cimetières :

- Cimetière de Saint Pierre-Montlimart sis Avenue de la Frairie
- Cimetière de Montrevault sis Rue Saint Nicolas
- Cimetière de Saint Rémy-en-Mauges sis Rue de l'Èvre
- Cimetière du Fület sis Rue Saint Martin
- Cimetière de La Boissière-sur-Èvre sis Rue des Mauges
- Cimetière du Fief-Sauvin sis Avenue de l'Èvre
- Cimetière du Fief-sauvin Villeneuve sis Rue de l'Aubinière
- Cimetière du Puset sis Rue de Leppo
- Cimetière du Doré sis Route départementale n° 321 derrière la SMD (Société métallurgique Doréenne)
- Cimetière de La Chaussaire sis Rue de la Loire
- Cimetière de Chaudron-en-Mauges sis Rue du Docteur Rybinski
- Cimetière de Saint Quentin-en-Mauges sis rue du Buisson Gaillard
- Cimetière de La Salle Aubry sis Rue des Peupliers
- Cimetière de La Chapelle-Aubry sis Rue Notre Dame

ARTICLE I-2 Horaires d'ouverture

Les horaires d'ouverture au public sont :

	Du lundi au dimanche
Toute l'année	9h00 – 20h00

Pour des raisons climatiques et de sécurité (tempêtes ou autre), la Commune de Montrevault-sur-Èvre se réserve le droit d'interdire momentanément l'accès des cimetières.

Les cimetières seront fermés exceptionnellement pendant les opérations d'exhumation, partiellement ou totalement.

ARTICLE I-3 Conservation

La Conservation des cimetières est assurée par les services d'accueil des Mairies déléguées selon les horaires d'ouverture.

Titre II — POLICE INTÉRIEURE

En entrant dans les cimetières de Montrevault-sur-Èvre, toute personne s'engage à respecter ces lieux de mémoire et de recueillement.

Des espaces identifiés sont prévus pour le dépôt des déchets, des consignes de tri sont affichées.

Les personnes admises dans les cimetières et qui ne s'y comporteraient pas avec tout le respect convenable, ou qui enfreindraient quelque une des dispositions du présent règlement seront, après mise en demeure par le Maire, expulsées si besoin est, par la force publique, sans préjudice des poursuites de droit.

ARTICLE II-1 Respect des lieux

Tous les visiteurs et particulièrement les professionnels sont tenus de respecter les conditions d'accès, l'environnement général du cimetière, les monuments, les ouvrages et l'équipement, les bâtiments, les végétaux y compris les pelouses.

Il est interdit notamment :

1. d'escalader et de franchir les murs de clôture des cimetières, les grilles ou treillages des sépultures ou monuments ;
2. de monter sur les arbres et les monuments, de les dégrader de quelque manière que ce soit ;
3. de nourrir des animaux en jetant ou déposant des aliments quels qu'ils soient ;
4. d'installer ou d'aménager des abris pour animaux ;
5. d'introduire ou de consommer de l'alcool, de piquer niqur ;
6. d'utiliser des appareils à diffusion sonore ou des instruments de musique, sauf pour des cérémonies funèbres et avec autorisation préalable ;
7. de se livrer à des opérations photographiques filmées ou autres de même nature, sans autorisation spéciale de l'administration ;
8. d'apposer des affiches, tableaux ou autres signes d'annonces aux murs et portes des cimetières ;
9. de distribuer des tracts aux portes ou à l'intérieur des cimetières ;
10. de procéder au lavage ou à l'entretien de tout véhicule ;
11. de faire un jogging ou toute autre activité physique de plein air.

ARTICLE II-2 Interdiction d'entrer

L'entrée des cimetières est interdite aux gens en état d'ébriété, aux marchands ambulants, aux personnes accompagnées ou suivies par un chien ou tout autre animal, à l'exception des animaux guide, identifiés comme tel, aux personnes qui ne seraient pas vêtues décentement, aux jeunes enfants non accompagnés.

ARTICLE II-3 Circulation des deux roues

L'accès des cimetières est également interdit aux cyclistes et motocyclistes.
Les deux-roues devront être laissés à l'entrée des cimetières.

ARTICLE II- 4 Réunions

L'organisation d'une réunion n'ayant pas pour objet une cérémonie funèbre est rigoureusement interdite, sauf autorisation spéciale du Maire de Montrevault-sur-Èvre.
D'une manière générale, toute activité à l'intérieur des cimetières doit être en lien avec l'activité funéraire (organisation de funérailles, entretien des sépultures, entretien général du cimetière).

ARTICLE II-5 Offres diverses aux visiteurs

A l'intérieur des cimetières, nul ne pourra faire, aux visiteurs ou aux personnes suivant les convois, aucune offre de service ou remise de carte ou adresse.

ARTICLE II-6 Circulation véhicules

Sauf autorisation spéciale et précaire délivrée par l'administration, l'accès des cimetières ne sera autorisé, en dehors des convois funéraires qui sont prioritaires, et des voitures de service, qu'aux seuls véhicules servant aux travaux des entrepreneurs, à l'exclusion de tout autre usage.

Sauf dérogation de l'administration, aucune circulation de véhicule ne sera autorisée les dimanches et jours fériés.

Dans tous les cas autorisés, les véhicules admis devront circuler à une allure inférieure à 20 km/heure dans l'enceinte des cimetières.

Les dispositions du Code de la route s'appliquent à l'intérieur des cimetières.

Nonobstant les dispositions précitées, l'administration se réserve le droit, dans tous les cas dont elle sera juge, d'interdire l'accès de tout ou partie des cimetières à tout véhicule autre que les fourgons des Entreprises de pompes funèbres.

ARTICLE II-7 Accès véhicules et travaux

Les différents engins nécessaires à la bonne exécution des travaux seront de préférence à pneus sauf dans les cimetières ou une mini pelle à chenilles s'impose.

Le poids des véhicules et engins de manutention pouvant accéder dans les allées doit être adapté à la configuration des lieux.

Titre III — LES TERRAINS COMMUNS (terrain communal)

Ont droit à inhumation dans les terrains non concédés des cimetières :

- les personnes domiciliées à Montrevault-sur-Èvre, quelle que soit leur lieu de décès,
- les personnes décédées à Montrevault-sur-Èvre, quelle que soit leur Commune de domicile,
- les personnes disposant d'une sépulture de famille dans l'un des quatorze cimetières de Montrevault-Sur-Èvre,
- les français établis hors de France inscrits sur la liste électorale de Montrevault-sur-Èvre,

ARTICLE III-1 Délai de rotation

En raison de la nature du sol dans les cimetières de Montrevault-sur-Èvre, le délai de rotation des terrains communs est fixé 10 ans pour les sépultures hors crémations et de 5 ans pour les sépultures cinéraires (urnes déposées en cases columbarium ou cavurnes) .

Titre IV — LES TERRAINS CONCÉDÉS

ARTICLE IV-1 Droits à concession

Ont droit à concession dans les cimetières de Montrevault-sur-Èvre,

- les personnes domiciliées à Montrevault-sur-Èvre,
- les personnes établies hors de France inscrites sur la liste électorale de Montrevault-sur-Èvre,
- les personnes disposant d'une sépulture de famille dans l'un des cimetières de Montrevault-sur-Èvre,
- les personnes désirant y faire inhumer un défunt qui y a droit à sépulture

ARTICLE IV-2 Types de concessions

Les concessions de terrain de 1 mètre par 2 mètres (adultes) maximum dans tous les cimetières, les concessions de 0,75 mètre par un 1,35 mètre maximum, (enfants en bas âge),

Les concessions pour tombes cinéraires :

- Jardin Cinéraire
- cavurne dont les dimensions maximales seront de 0,80 m x 0,80 m
- case de columbarium

pour fondation de sépultures privées sont divisées en 2 catégories :

- 1°/ Concessions de quinze ans
- 2°/ Concessions de trente ans

Il est précisé que le tarif de la concession pour l'usage de la case du columbarium intègre la fourniture de la porte de fermeture et pour l'usage du cavurne, la dalle en granit si elle est fournie par la commune.

ARTICLE IV-3 Délivrance et renouvellement des concessions

Les concessions sont accordées contre paiement d'une somme dont le montant est déterminé par le Conseil Municipal.

Elles sont renouvelables au prix du tarif en vigueur au moment de l'échéance pour une durée inférieure, égale ou supérieure, selon les définitions de l'article ci-dessus.

Le renouvellement ne peut se faire que dans l'année précédant l'expiration de la concession et durant les deux années suivant cette expiration.

Au-delà, par dérogation exceptionnelle, le renouvellement pourra être envisagé sous réserve que la reprise effective n'ait pas été engagée, le tarif de l'année en cours sera alors appliqué.

Dans tous les cas, l'acte de renouvellement prend effet à compter de la date d'échéance de la précédente concession.

ARTICLE IV-4 Emplacement des concessions

L'Administration Municipale déterminera seule l'emplacement des concessions qui seront demandées.

Les concessionnaires n'auront, en aucun cas, le droit de fixer eux-mêmes cet emplacement.

ARTICLE IV-5 Nature des concessions

Le titre de concession sera établi **après engagement écrit du demandeur sur la nature de la concession** :

- individuelle (pour une seule personne)
- nominative ou collective (pour plusieurs personnes nommées dans l'acte)
- familiale (pour les membres de la famille)

A défaut de cette clause formelle, la concession sera dite « de famille » et profitera de droit au concessionnaire et à sa famille.

Le concessionnaire pourra, le cas échéant, être autorisé à faire inhumer dans sa concession des personnes même étrangères à sa famille, mais auxquelles l'attachait des liens d'affection et de reconnaissance.

ARTICLE IV-6 Modification des concessions

Seul **le concessionnaire** pourra, de son vivant, modifier la nature de la concession, par demande écrite au Maire.

ARTICLE IV-7 Différends familiaux

En cas de contestation de la jouissance d'une concession entre les héritiers ou successeurs du concessionnaire, le Maire refusera toute inhumation dans cette concession, jusqu'à ce que le différend ait été tranché par le tribunal compétent.

ARTICLE IV-8 Conversion des concessions

Les concessions sont, à tout moment, convertibles en concessions de plus longue durée. Il est, dans ce cas, défalqué du prix de la nouvelle concession une somme égale à la valeur que représente la concession convertie en raison du temps restant encore à courir jusqu'à son expiration.

ARTICLE IV-9 Rétrocession des concessions

La commune de Montrevault-sur-Èvre pourra accepter la rétrocession d'une concession dans les conditions suivantes :

1. Le terrain ou la case de columbarium devra être libre de tout corps et de toute urne cinéraire (le ou les corps devront faire l'objet d'une autorisation d'inhumation dans un autre emplacement accompagnée de la preuve de l'acquisition d'une concession d'une durée au moins équivalente à la concession initiale);
2. le terrain devra être restitué libre de toute construction (caveau, monument.....)
3. La quote-part du prix versée à la commune lors de l'acquisition sera remboursée diminuée de la valeur que représente le temps de jouissance écoulé entre la date d'achat de la concession et celle de la demande de rétrocession.

4. A aucun moment, il ne sera remboursé par la Commune de Montrevault-sur-Èvre, le prix des caveaux et des cavurnes construits sur ces concessions ; ils seront considérés abandonnés s'ils n'ont pas été retirés par les familles.

Les rétrocessions pourront être consenties à titre gracieux lorsque ce sera le choix du concessionnaire.

Les rétrocessions ne seront acceptées qu'à titre gracieux lorsque le concessionnaire sera décédé, sur demande de l'ensemble des héritiers.

Titre V — LES INHUMATIONS

Le transport de cercueil ou de reliquaires à l'intérieur des cimetières sera obligatoirement effectué au moyen d'un corbillard.

ARTICLE V-1 Droits à sépulture

Ont droit à sépulture dans les cimetières de la commune de Montrevault-sur-Èvre, :

- Les personnes décédées sur le territoire de la Commune, quel que soit leur domicile ;
- Les personnes domiciliées dans la Commune, quel que soit leur lieu de décès ;
- Les personnes ayant un droit à inhumation dans une concession leur appartenant ou dans une sépulture de famille, dans l'un des cimetières communaux, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès ;
- Les Français établis hors de France inscrits sur la liste électorale de la Commune de Montrevault-sur-Èvre.

ARTICLE V-2 Fermeture du cercueil

Aucune inhumation ne pourra avoir lieu sans que l'autorisation de fermeture de cercueil n'ait été délivrée par le Maire du lieu de décès ou de dépôt du corps ou par les autorités judiciaires en cas de mise à disposition du corps de la justice.

En cas d'inhumation de cercueil, tout défunt atteint au moment de son décès de l'une des infections transmissibles qui imposent la mise en bière immédiate dans un cercueil hermétique ou un cercueil simple et sa fermeture devra obligatoirement faire l'objet d'un signalement particulier de la part de l'Entreprise funéraire chargée des obsèques.

ARTICLE V-3 Délais pour inhumer

Aucune inhumation de cercueil ne pourra être effectuée moins de vingt-quatre heures après le décès.

Toute inhumation qui n'aura pas été réalisée dans le délai des six jours après le décès (non compris dimanches et jours fériés) devra préalablement être autorisée par le Préfet.

En cas de problème médico-légal, le délai de six jours court à partir de la délivrance, par l'autorité judiciaire, de l'autorisation d'inhumation.

Si le décès a eu lieu dans les Collectivités d'Outre-mer, en Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger, le délai des six jours court à compter de l'entrée du corps en France.

ARTICLE V-4 Identification des cercueils

L'identification de chaque cercueil ou reliquaire ou urne cinéraire devra être indestructible pour permettre les éventuelles exhumations et ré-inhumations.

ARTICLE V-5 Horaires des convois

Les horaires d'arrivée des convois mortuaires sont arrêtés en tenant compte des limites extrêmes ci-après :

	Du lundi au dimanche
Toute l'année	9h00 – 20h00

ARTICLE V-6 Registres d'inhumations

Des registres détenus à la Mairie, mentionneront pour chaque inhumation de corps ou d'urne cinéraire, ou pour chaque dispersion de cendres : sa date, les nom, prénoms, âge et domicile du défunt, l'emplacement de la sépulture et éventuellement la date et le numéro de la concession de terrain.

ARTICLE V-7 Ouverture des extensions

L'ouverture des extensions de cimetière hors site funéraire ne pourra avoir lieu que s'il y a saturation des emplacements des parties existantes.

Dispositions particulières relatives aux inhumations en terrain commun (terrain communal)

ARTICLE V-8 Espaces inter tombes

Les inhumations seront faites dans des fosses séparées par des passages dits « inter tombes » dont la largeur ne sera pas inférieure à 0,30 mètre sur les côtés et à la tête et aux pieds.

ARTICLE V-9 Dimensions des fosses

Les fosses auront les dimensions maximales suivantes : longueur 2 mètres, largeur 0.80 mètre, profondeur 1,50 mètre. Il sera exigé un recouvrement d'un mètre minimum de terre au dessus du cercueil.

ARTICLE V-10 Nombre de cercueils par emplacement

En terrain commun, chaque fosse ne pourra recevoir qu'un seul cercueil.

ARTICLE V-10 Dalle et pierre tombale

Tout particulier peut faire placer sur la fosse d'un parent ou d'un ami une pierre sépulcrale ou autre signe funéraire dont l'enlèvement pourra être facilement opéré au moment de la reprise par l'administration.

Dispositions relatives aux inhumations de cercueils en terrains concédés

ARTICLE V-12 Espaces inter tombes

Les inhumations seront faites dans des fosses séparées par des passages dits « inter tombes » dont la largeur ne sera pas inférieure à 0,30 mètre sur les côtés et à la tête et aux pieds. Les rangées devront respecter l'alignement existant.

ARTICLE V-13 Autorisation d'inhumer

Les inhumations dans les terrains concédés pourront être faites soit en pleine terre, soit en caveau. Ces inhumations ne pourront se faire qu'avec une autorisation du Maire qui ne sera délivrée qu'aux concessionnaires ou à leurs ayant droits lorsque le concessionnaire est décédé.

ARTICLE V-14 Profondeur des fosses

En terrain concédé, la profondeur des fosses pourra être portée à 2 mètres pour une fosse deux places (longueur 2 mètres, largeur 0.80 mètre). Les fosses seront creusées de façon à ce qu'il reste 1 mètre de vide sanitaire au dessus du dernier cercueil.

ARTICLE V-15 Délais et ouverture des tombes

La famille ou son mandataire devra faire la demande d'inhumation auprès de la Mairie déléguée, 24 heures avant la date souhaitée, et, dans le même délai, faire procéder au retrait des objets du souvenir et monuments, ainsi qu'à l'ouverture du caveau ou au creusement de la fosse.

Si faute d'avoir observé ce délai, l'inhumation ne pouvait se faire à l'heure prévue, le corps serait déposé au caveau provisoire, les frais correspondant étant à la charge de la famille ou de son mandataire.

La fermeture de la fosse ou du caveau aura lieu immédiatement après l'inhumation du cercueil ou du reliquaire.

Dispositions relatives aux inhumations de cercueils en caveau provisoire

Les cimetières de la Boissière, le Fuiet, St Pierre Montlimart, Le Fief Sauvin, Le Puiset, La Chaussaire, la Salle Aubry, Chaudron en Mauges, Montrevault (chapelle) et St Quentin en Mauges disposent chacun de caveaux provisoires.

ARTICLE V-16 Condition d'inhumation en caveau provisoire

Après fermeture du cercueil, celui-ci peut être déposé temporairement dans un caveau provisoire. L'autorisation de dépôt est donnée par le Maire, au vu de l'autorisation de fermeture de cercueil. L'autorisation précise la durée maximale du dépôt. A l'expiration de cette durée, la famille devra faire procéder à l'inhumation définitive ou à la crémation du corps.

ARTICLE V-17 Autorisation d'inhumation en caveau provisoire

Le dépôt temporaire sera autorisé pour une durée allant au-delà de six jours à la condition que le corps ait été enseveli dans un cercueil hermétique.

Cette disposition ne s'applique pas aux reliquaires contenant des restes humains à os blanc préalablement exhumés.

ARTICLE V-18 Durée d'inhumation en caveau provisoire

Le séjour d'un corps en caveau provisoire ne pourra excéder 6 mois.

ARTICLE V-19 Fin d'inhumation en caveau provisoire

Le dépôt d'un corps au caveau provisoire est soumis au versement d'une somme dont le montant est fixé par le Conseil Municipal.

A l'issue du délai maximum des six mois, et à défaut d'une solution définie par la famille, dans le respect des lois, le corps sera transféré en terrain commun. La Commune pourra émettre un titre exécutoire à l'encontre de la famille pour recouvrement des frais afférents.

Dispositions relatives aux inhumations et dépôts d'urnes cinéraires

ARTICLE V-20 Destination des urnes cinéraires dans les cimetières

Les urnes contenant les cendres des défunts dont le corps a fait l'objet d'une crémation seront considérées, à l'entrée du cimetière, comme une opération d'inhumation ; à ce titre, elles pourront être :

- inhumées dans une concession traditionnelle, en pleine terre ou dans un caveau ;
- scellées sur un monument ;
- inhumées en Columbarium ;
- inhumées en Jardin Cinéraire équipé de cavurnes ;
- en dépôt provisoire, dans un caveau provisoire à titre gracieux ;

ARTICLE V-21 Responsabilité urnes scellées sur les monuments

La Commune de Montrevault-sur-Èvre ne saurait être tenue responsable des vols ou dégradations d'urnes scellées sur les monuments.

ARTICLE V-22 Conditions d'inhumation d'urnes en pleine terre

Pour les inhumations des urnes en pleine terre, en terrain concédé, il est exigé un recouvrement minimum de 0,30 m de terre au dessus de l'urne.

ARTICLE V-23 Délais et ouverture des tombes cinéraires

La famille ou son mandataire devra faire la demande d'inhumation auprès de la Mairie, 24 heures avant la date souhaitée.

La fermeture du cavurne, de la case columbarium ou de la tombe aura lieu immédiatement après le dépôt de l'urne.

Un agent communal pourra assister aux opérations d'ouverture et de fermeture.

ARTICLE V-24 Plaques de fermeture des cases ou cavurnes

Pour les modules de type colonne et alvéolaire, la porte de fermeture (plaque en granit) est fournie par la commune lors de l'achat de la 1^{er} concession et devient ainsi propriété du ou des concessionnaires ;

Pour les cavurnes, il est précisé que ce module, s'il est fourni par la commune, peut être équipé soit d'une simple dalle étanche en ciment ou soit d'une dalle en granit lors de l'achat de la 1^{er} concession et devient ainsi propriété du ou des concessionnaires.

Les frais de pose ou de dépose de la plaque de fermeture seront à la charge des familles.

L'ouverture et fermeture des cases ou cavurnes seront effectuées par l'opérateur assisté éventuellement d'un agent communal.

ARTICLE V-25 Ornementation

Concernant les accessoires, (plaquettes ou fleurissement), ceux ci devront être placés

- ✓ pour le columbarium sur la tablette de souvenirs prévue à cet effet et non posés au sol
- ✓ pour le columbarium dépourvu de tablette de souvenirs, seule la pose de soliflore, d'une petite photo ou d'un petit symbole par collage sur la plaque de fermeture sera autorisée (aucun dépôt d'articles funéraires), le dépôt de fleurs est limité à un pot par case du columbarium mais la commune procédera à leur retrait dès que les plantes seront fanées (fleurissement le jour de la sépulture et à la Toussaint)
- ✓ Pour les cavurnes, sur le monument prévu à cet effet et non posés sur l'espace inter-tombes

Les gravures et autres fixations d'articles funéraires resteront à la charge des familles.

Dispositions relatives à la dispersion des cendres

ARTICLE V-26 Autorisations de disperser les cendres des défunts

Les cendres des défunts dont le corps a fait l'objet d'une crémation pourront être dispersées dans les Jardins du Souvenir.

La famille ou son mandataire devra faire la demande de dispersion auprès de la Mairie 24 heures avant la date souhaitée.

Les plaques d'identification des défunts seront fournies et gravées par les familles mais posées par la commune, sur validation d'un bon à tirer afin de contrôler les dimensions et nature de matériaux à l'exception des communes déléguées de Chaudron en Mauges, St Pierre Montlimart et Montrevault qui fournissent les plaques moyennant refacturation en attendant de liquider leur stock.

Aucun dépôt d'articles funéraires, et aucune plantation ne sont autorisés dans le jardin de dispersion.

Le dépôt de fleurs naturelles sera toléré le jour de la dispersion mais la commune procédera à leur retrait dès que les plantes seront fanées par les agents de la commune.

Titre VI — EXHUMATIONS

Dispositions relatives aux exhumations de cercueils

ARTICLE VI-1 Catégories d'exhumations

Les exhumations sont définies selon cinq catégories :

- à la demande du plus proche parent de la personne inhumée, dans le but de procéder à une inhumation définitive (sortie de caveau provisoire, sépulture déclarée provisoire au moment de l'inhumation, sortie de terrain commun) ou d'aménager une sépulture ;
- à la demande du Maire lors de la reprise des terrains communs à l'issue du délai de rotation, des concessions à l'issue du délai supplémentaire réglementaire de deux années après l'échéance, des concessions en état d'abandon à l'issue de la procédure administrative réglementaire ;
- à la demande du Parquet sur simple information au Maire ;
- à la demande de la Caisse d'Assurance Maladie, sur autorisation du Tribunal d'Instance qui informe simplement le Maire ;
- à la demande du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants pour les sépultures conventionnées des défunts Morts Pour la France

ARTICLE VI-2 Réductions ou réunions de corps

Toute opération de réduction ou de réunions de corps, dans les cimetières de Montrevault Sur Evre, est considérée et traitée dans les mêmes conditions qu'une opération d'exhumation.

ARTICLE VI-3 Exhumations à la demande des familles

Les exhumations dans l'intérêt des familles ne pourront être autorisées que sur la demande formulée par le plus proche parent du défunt à exhumer. Celui-ci devra justifier de son état civil, de son domicile et la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande.

Toutefois, lorsqu'il y aura conflit entre les parents au même degré au sujet de cette opération, le Maire devra surseoir à la délivrance de l'autorisation d'exhumer tant que le différend n'aura pas été tranché par le tribunal compétent.

ARTICLE VI-4 Délais pour demander une exhumation

En raison de la nature du sol dans les cimetières de Montrevault Sur Evre, et afin d'assurer la protection sanitaire du personnel œuvrant dans les cimetières, les exhumations de pleine terre ou caveau autre qu'un caveau autonome ne pourront être autorisées que dans les deux mois suivant l'inhumation ou après un délai de 8 ans après l'inhumation.

ARTICLE VI-5 Délais pour demander réduction ou réunion de corps

En terrain concédé, pour tenir compte de la nature du sol et pour des raisons d'hygiène, toute opération tendant à la réduction d'un corps ou à la réunion de plusieurs corps ne pourra être formulée qu'à l'issue d'un délai de quinze ans après le décès.

ARTICLE VI-6 Exceptions aux délais

Les dispositions des articles précédents ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire.

ARTICLE VI-7 Conditions (Hygiène-Sécurité-Respect)

Les exhumations sont autorisées par le Maire ; toutefois, ces opérations peuvent être annulées au moment de l'exécution si les conditions d'hygiène, de sécurité, de respect, de dignité et de décence ne sont pas satisfaites.

ARTICLE VI-8 Infections transmissibles

L'exhumation du corps d'une personne atteinte, au moment du décès, de l'une des infections transmissibles dont la liste est fixée aux a et b de l'article R. 2213-2-1 du Code général des collectivités territoriales, ne peut être autorisée qu'après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date du décès.

Toutefois, les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables en cas de dépôt temporaire dans un édifice cultuel, dans un dépositaire ou dans un caveau provisoire.

- a) La liste des infections transmissibles qui imposent une mise en bière immédiate dans un cercueil hermétique, répondant aux caractéristiques définies à l'article R. 2213-27, et sa fermeture ;
- b) La liste des infections transmissibles qui imposent une mise en bière immédiate dans un cercueil simple, répondant aux caractéristiques définies à l'article R. 2213-25, et sa fermeture ;

ARTICLE VI-9 Opérations d'exhumations

Les exhumations devront être effectuées en dehors des horaires d'ouverture des cimetières, en présence d'un parent ou d'un mandataire de la famille et de l'agent communal chargé de veiller à l'exécution des mesures prescrites dans l'intérêt de la décence et de la salubrité publique.

Si le parent ou son mandataire dûment avisé n'est pas présent à l'heure indiquée, l'opération n'a pas lieu.

Les exhumations seront faites sous la responsabilité du demandeur en ce qui concerne les dommages qu'elles pourraient entraîner pour les sépultures voisines.

ARTICLE VI-10 Désinfection lors des exhumations

Les agents chargés de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition (vêtements, produits de désinfection, etc. ...) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène.

Les cercueils, avant d'être manipulés et extraits des fosses, seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation.

ARTICLE VI-11 Présence de prothèses à piles

C'est seulement depuis 1998, et en France (décret 98-635 du 10/07/1998), que les prothèses fonctionnant au moyen d'une pile sont obligatoirement retirées avant fermeture du cercueil

Il est donc nécessaire de s'entourer de précautions en cas d'exhumation, notamment d'un corps inhumé avant juillet 1998, devant faire l'objet d'une crémation.

Dans ce cas, le plus proche parent demandeur devra fournir les preuves du retrait, à défaut une attestation qui vaut engagement de responsabilité, ceci afin d'éviter une exhumation dont la crémation serait refusée.

Dans le cas d'une reprise de terrain par la Commune de Montrevault-sur-Èvre, suivie d'une crémation, les fossoyeurs s'assureront, à l'aide du matériel de détection de l'absence de prothèse à pile, en cas de résultat positif, ils la retireront ou bien la crémation n'aura pas lieu.

Dispositions relatives aux exhumations d'urnes

ARTICLE VI-12 Demande d'exhumation d'urne

Les exhumations d'urnes, dans l'intérêt des familles, ne pourront être autorisées que sur la demande formulée par le plus proche parent du défunt dont il faut exhumer les cendres. Celle-ci devra justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande.

Toutefois, lorsqu'il y aura conflit entre les parents au même degré au sujet de cette opération, le Maire devra surseoir à la délivrance de l'autorisation d'exhumer tant que le différend n'aura pas été tranché par le tribunal compétent.

ARTICLE VI-13 Présence aux exhumations d'urnes

Un agent communal assistera aux opérations d'exhumation et, le cas échéant, de réinhumation.

ARTICLE VI-14 Remise de l'urne à la famille

En cas de remise de l'urne à la famille, celle-ci sera informée, par le personnel de la commune, de la destination possible des cendres, suivant la réglementation applicable à ce moment.

Titre VII — REPRISE DES EMPLACEMENTS

Reprise des emplacements en terrain commun

ARTICLE VII-1 Procédure de reprise des terrains communs

Lorsque les sépultures en terrain commun devront être reprises après expiration du délai de rotation de 10 ans pour les sépultures hors crémations et de 5 ans pour les sépultures cinéraires (urnes déposées en cases columbarium ou cavurnes), le public en sera prévenu trois mois à l'avance, par voie d'affiches apposées sur les tombes et d'avis

diffusé dans la presse locale.

Les proches dont la Mairie dispose des adresses seront prévenus par courrier à l'adresse connue. Les familles pourront, après en avoir avisé la Mairie, enlever les pierres tumulaires, stèles et tous objets déposés sur les tombes.

Faute par les familles de les avoir enlevés dans le délai prescrit, ces pierres tumulaires, stèles et objets seront retirés.

Aucune réclamation concernant leur état ne sera recevable.

Reprise des emplacements concédés

ARTICLE VII-2 Procédure de reprise des emplacements concédés

Dans l'année suivant l'échéance de sa concession, le concessionnaire ou son ayant droit en sera avisé par simple lettre adressée au domicile connu.

Une liste des concessions échues sera affichée à l'entrée principale de chaque cimetière, à la Toussaint. Cette liste comporte les concessions échues :

- de l'année en cours jusqu'au 30 octobre,
- de l'année précédente, soit l'année N-1,
- et de l'année d'avant, soit l'année N-2.

Cet affichage est mis à jour à chaque Toussaint.

Un avis sera affiché sur la concession à la Toussaint de l'année d'échéance de la concession, et l'année suivante.

En cas de non renouvellement des concessions, les emplacements feront retour à la Commune, laquelle toutefois, ne pourra en disposer que 2 années révolues après l'expiration de ces concessions.

Passé ce délai, les monuments, entourages, stèles, plaques de columbarium, et tous objets se trouvant sur les concessions échues seront présumés abandonnés et, à ce titre, reviendront à la Commune, laquelle pourra en disposer à son gré, de même que les caveaux, cavurnes et dallages.

Reprise des concessions perpétuelles, cinquantenaires ou centenaires en état d'abandon

ARTICLE VII-3 Les concessions perpétuelles, centenaires ou cinquantenaires en état d'abandon

Conformément aux dispositions légales, articles L2223-17 et L2223-18 ainsi que R2223-12 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les concessions perpétuelles, cinquantenaires ou centenaires en état d'abandon pourront faire l'objet d'une procédure de reprise.

Conséquences de la reprise des terrains communs et des concessions

Lorsque la reprise de terrains (terrains communs, concessions à durée ou concessions en état d'abandon) aura été décidée, les restes des personnes s'y trouvant inhumés seront exhumés, réunis par sépulture dans un reliquaire identifié qui sera ré-inhumé à l'ossuaire municipal.

Les restes des personnes qui avaient manifesté leur opposition à la crémation sont inhumés dans la partie de l'ossuaire identifiée « restes mortels non crématisables ».

En l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt, il pourra être procédé à la crémation des restes exhumés qui ne se trouvent pas ré-inhumés dans la partie de l'ossuaire « restes mortels non crématisables ».

Les noms des personnes, même si aucun reste n'a été retrouvé, sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public.

Conséquences de la reprise des sépultures cinéraires

Lors de la reprise des concessions cinéraires, les urnes exhumées seront déposées à l'ossuaire communal. Les cendres pourront également être dispersées au Jardin du Souvenir.

Les noms des personnes sont consignés dans un registre tenu à la disposition du public.

Dispositions générales

ARTICLE VIII-1 Déclaration préalable à l'exécution des travaux

Toutes les personnes devant effectuer des travaux autres que ceux de simple entretien sur les tombes du cimetière, seront tenues, au préalable, d'en faire la déclaration écrite à la Mairie. Elles devront se conformer aux dispositions qui lui seront prescrites pour tout ce qui peut tendre à assurer la sécurité publique, la liberté de circulation, le bon ordre et la décence des sépultures.

Les travaux commencés devront être poursuivis sans interruption jusqu'à leur achèvement, sauf cas de force majeure dont la Commune sera seule juge.

La Commune n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers qui pourront engager des poursuites en réparation conformément aux règles de droit commun

ARTICLE VIII-2 Creusement et comblement des fosses

Les fosses creusées devront respecter les dimensions et l'alignement donnés par l'Agent Communal.

En cas de non respect de ces consignes, la Commune se réserve le droit d'exiger le re-creusement de la fosse.

Suite à une inhumation, la fosse devra être comblée et le caveau fermé aussitôt après l'opération funéraire.

ARTICLE VIII-3 Gravures

Aucune inscription ou épitaphe ne peut figurer sur une sépulture sans avoir fait l'objet d'une déclaration préalable à l'exécution des travaux comportant communication de l'inscription ou de l'épitaphe envisagée et approbation du texte par le Maire de Montrevault-sur-Èvre.

Aucune prescription sur la gravure (libre choix du support, matériau, police...).

Pour toute inscription ou épitaphe en langue étrangère, la demande doit être accompagnée d'une traduction en français.

ARTICLE VIII-4 Construction des caveaux et pose de monuments

Tout particulier peut faire placer sur la tombe d'un parent ou d'un ami, une pierre sépulcrale ou tout autre signe indicatif de sépulture.

Tout concessionnaire d'un terrain à usage de sépulture peut y construire un caveau et y élever un monument. Dans l'intérêt de la sécurité des personnes circulant dans le cimetière, aucune saillie, soit de soubassement, soit de moulure, ne sera tolérée au dessus du sol en dehors des limites du terrain concédé.

Les caveaux :

En sous-sol, pour la construction des murs de caveaux, il sera toléré un empiètement de 0,10m latéralement aux concessions et de 0,20 m à la tête et aux pieds desdites concessions.

Après utilisation, chaque case sera isolée par des dalles parfaitement scellées.

A la partie supérieure des caveaux, il sera réservé une case dite « sanitaire » qui aura une hauteur minimale de 0,30 m ; la partie supérieure de ce vide « sanitaire » devra correspondre au niveau du sol.

Dans les caveaux anciens dépourvus de vide sanitaire, la case supérieure en tiendra lieu ; aucune inhumation de cercueil ne pourra y être fait.

Les caveaux en élévations (enfeus) au dessus du sol. Les caveaux sans fond sont interdits sauf cas exceptionnels.

L'ouverture des caveaux s'effectuera par la partie supérieure desdits caveaux.

Pour les caveaux anciens, l'ouverture par le devant sera tolérée sous réserve qu'il n'en résulte aucun dommage pour les allées, caniveaux et trottoirs appartenant au domaine public. Néanmoins, en cas de dégâts constatés, la réfection sera à la charge de l'entreprise titulaire des travaux.

Les monuments :

En vue d'assurer la stabilité des monuments, dans le cas d'une pose sans semelle, ceux-ci devront porter sur 2 assises transversales débordant sur la moitié des « inter concessions ». Ces assises ne devront pas faire saillie au dessus du niveau du sol. D'autre part, les différentes parties des monuments devront être liées entre elles par un scellement suffisant, en particulier, les pièces verticales telles que les croix ou stèles, qui devront être fixées en outre, par des goujons inaltérables en rapport avec la masse des pièces jointes.

En aucun cas, l'Administration communale ne sera responsable de la chute de tout ou partie des monuments, le concessionnaire ou ses ayants droit restant entièrement responsable(s) de la sécurité des constructions.

Des plantations particulières peuvent trouver place dans l'espace affecté à chaque sépulture, à condition qu'elles

ne puissent s'étendre au-delà des limites du terrain concédé et notamment sur les espaces séparant les sépultures. Elle ne devront pas dépasser une hauteur de 1,00m, sauf les graminées limitées à 40 cm et sous réserve d'un entretien régulier afin que les graines issues de ces plantes ne prolifèrent pas. En aucun cas, les racines ne devront dépasser les limites de la concession.

Le dépôt provisoire des monuments ne pourra excéder huit jours. Il se fera sous la responsabilité du marbrier qui devra signaler l'obstacle. En aucun cas, les monuments ne pourront être déposés sur les monuments voisins.

ARTICLE VIII-5 Espace inter tombes

La construction de semelles et dallages sur le pourtour des concessions sera interdite.

L'espace inter tombes devra toujours rester libre à la déambulation ; à ce titre, aucune potée ni objet ne pourra y être déposé sous peine d'être retiré par les Services de la Commune et mis en dépôt.

ARTICLE VIII-6 Plantations sur les terrains concédés

La plantation d'espèces ligneuses (racines) est interdite sur les sépultures.

ARTICLE VIII-7 Règles particulières pour les travaux sur place

Les matériaux de construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins.

Le gâchage du mortier ou béton est toléré sur place en cas d'impossibilité matérielle dans le voisinage immédiat, à condition qu'il soit exécuté dans des bacs.

Les points d'eau n'étant pas prévues pour le nettoyage d'outils, il est interdit d'apporter de la terre, du ciment, du gravier, du mortier dans les regards de ces points d'eau.

Le sciage et la taille des matériaux destinés à la construction des monuments sont interdits dans l'enceinte des cimetières, sauf dans le cas de restauration de monuments anciens après accord de la Mairie.

ARTICLE VIII-8 Terres de fouilles et matériaux

Les terres provenant des fouilles effectuées pour la construction des caveaux devront être évacuées des cimetières chaque jour, après vérification par l'entreprise qu'elles ne contiennent aucun ossement.

Les excédents de matériaux et tout autre déblai résultant des travaux entrepris devront également être évacués chaque jour des cimetières. En aucun cas, ils ne pourront être déchargés dans les bacs ou dépôts destinés aux fleurs fanées et autres produits de rebut provenant du simple entretien des sépultures.

ARTICLE VIII-9 Sécurité des fosses

Les fouilles occasionnées pour toutes opérations funéraires, y compris inhumations, constructions de caveaux sur les sépultures devront, par les soins des constructeurs, être entourées de barrières ou signalées au moyen d'obstacles visibles afin d'éviter tout danger. Ceux qui contreviendraient à cette disposition seront poursuivis, sans préjudice de la responsabilité civile qui pourrait être invoquée contre eux.

Les constructeurs sont tenus de prendre toutes dispositions utiles (étagage, blindage, ...) de façon à maintenir les terres des constructions voisines et à éviter tous éboulements et dommages quelconques. En cas de problème, leur responsabilité sera engagée.

ARTICLE VIII-10 Surveillance des travaux

L'employé communal surveillera les travaux de construction de manière à prévenir, par anticipation, les dangers qui pourraient résulter d'une mauvaise construction ou tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines ou au bon alignement des concessions.

ARTICLE VIII-11 Période de travaux (Rameaux, Toussaint...)

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux listés ci après seront interdits aux périodes suivantes :

- ✓ dimanches et jours fériés
- ✓ fête de la Toussaint : 3 jours avant le jour de la Toussaint et le jour suivant
- ✓ fête des Rameaux : 3 jours avant le dimanche des Rameaux

Travaux concernés :

- ✓ construction de dallages et semelles
- ✓ nettoyage à l'eau sous pression
- ✓ construction de caveau d'avance
- ✓ pose de monument d'avance
- ✓ repose de monument lorsque les sépultures ont eu lieu plus de huit jours avant la date de la fête

Pour la période de 3 jours précédant les Rameaux, pendant laquelle la circulation reste tolérée, seuls les véhicules légers (maximum type utilitaires) peuvent accéder pour le fleurissement des tombes.

ARTICLE VIII-12 Entretien des espaces concédés et des constructions

Les monuments funéraires, de même que tout l'espace concédé, devront être entretenus par les familles d'une manière décente, en bon état de solidité et de sécurité.

En cas de défaillance de leur part, la commune se réserve la possibilité d'alerter la famille.

L'entretien des tombes aux pieds des monuments est à la charge du propriétaire ou ayant droit. Le nettoyage se fait par action mécanique (ex : arrachage manuel, binage). Aucun produit ne doit être employé pour désherber (ex : produits phytosanitaires, eau de javel, vinaigre, sel, ...). Aussi, une attention devra être apportée aux produits utilisés à l'entretien même du monument, afin qu'ils ne polluent pas l'environnement autour du monument (par ruissellement ou projection).

La réparation des dégâts occasionnés à l'espace public par un entretien non réglementaire, seront à la charge du concessionnaire ou ayant droit (ex : dégradation de la bande d'enherbement de l'allée, des plantations, pollution avérée par utilisation de produits, ...)

ARTICLE VIII-13 Fin de chantier

Tout chantier devra être arrêté 1/4 d'heure avant la fermeture du cimetière, sauf dérogation de la Mairie.

ARTICLE VIII-14 Respect des tombes, voiries et arbres lors des travaux

Aucun dépôt, même momentané, de terre et de matériaux ne pourra être effectué sur les sépultures voisines.

Toute mesure conservatoire sera prise pour ne pas salir et pour protéger les tombes voisines pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de la préservation des signes funéraires existant sur les sépultures voisines, la mairie et les familles sont les seuls à pouvoir autoriser leurs déplacements, mention en sera faite dans le constat des lieux.

Les travaux ne devront pas être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou sur les arbres, une protection par bastinges sera exigée lors d'un appui sur le revêtement des allées ou sur les semelles en ciment.

ARTICLE VIII-15 Retrait de monuments et objets

Les monuments, stèles et objets funéraires de toute nature ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans l'autorisation de la Mairie.

Cependant, la Commune ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles, celles-ci devant éviter de déposer sur les tombes des objets qui pourraient tenter la cupidité.

Toute personne surprise à emporter sans autorisation des objets provenant d'une sépulture ou du matériel de chantier, fera l'objet de poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE VIII-16 Respect du règlement/exécution

Tout manquement aux dispositions du présent règlement pourra faire l'objet d'un procès-verbal entraînant pénalité pour le contrevenant sans préjudice, le cas échéant, des poursuites de droit ou de recouvrement, à son encontre, des frais que l'Administration serait amenée à engager pour maintenir la sécurité et le bon ordre public.

Tout procès verbal de constatation d'infraction pourra entraîner une sanction administrative pouvant aller du simple avertissement à l'interdiction d'effectuer tout travaux funéraire à l'intérieur du cimetière pour une durée fixée par le maire eu égard à la gravité des infractions commises.

Monsieur le directeur général des services, Monsieur le Maire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Sous Préfet de Cholet et affiché à la porte des cimetières et dans chaque mairie déléguée.

Fait à Montrevault-sur-Èvre,
Le 16 avril 2021

Le Maire,
Christophe DOUGE

La commune informe que cet acte réglementaire peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.